

Le Soir d'Algérie - Espace «Corruption» - E.mail : soir_corruption@hotmail.com

DE PLUS EN PLUS DE CITOYENS DÉNONCENT PUBLIQUEMENT LA CORRUPTION

Les chômeurs de Ouargla en première ligne

L'information a été diffusée par l'agence gouvernementale Algérie presse service (APS) : des chômeurs, à Ouargla, ont manifesté pour le droit à l'emploi, ce qui n'est pas nouveau, puisqu'ils le font depuis des années. Ce qui est nouveau, c'est que non seulement l'APS en parle, mais surtout qu'elle mette en avant un des principaux slogans des manifestants : halte à la «corruption et la hogra» !

Ils réclament du travail et dénoncent la corruption : les chômeurs manifestent à Ouargla

Des dizaines de jeunes chômeurs ont organisé le dimanche 19 juin 2011, à Ouargla, une marche pacifique pour réclamer un emploi, a constaté un journaliste de l'APS sur place. La marche s'est ébranlée du siège de la daïra de Ouargla pour aboutir au siège de la wilaya. Les manifestants



Photo : DR

brandissaient des pancartes dénonçant la «corruption et la hogra». Arrivés au siège de la wilaya, les manifestants se sont

joint à un autre groupe de jeunes chômeurs qui observent un sit-in au même endroit pour la troisième semaine consécutive et qui

réclament, eux aussi, du travail. Des protestataires ont bloqué, pendant un moment, la route à la circulation à la rue Si El-Haouès, dans le centre-ville de Ouargla.

Les forces antiémeutes ont formé un cordon de sécurité pour parer à l'envahissement du siège de la wilaya par les manifestants qui se sont finalement dispersés dans le calme.

Le groupe de jeunes observant un sit-in depuis trois semaines est, quant à lui, resté sur les lieux. Mais des affrontements ont opposé il y a quelques jours des dizaines de jeunes aux forces de police, ces dernières faisant usage d'une extrême violence : plusieurs chômeurs ont été blessés. Décidément le pouvoir n'apprécie pas du tout les dénonciateurs de la corruption : tous les moyens sont bons pour lutter contre ceux qui... luttent contre la corruption ! L'action de la société civile, à Ouargla et ailleurs, parti-

cipe à la promotion d'une citoyenneté active, exigeante et réceptive au plaidoyer contre la corruption. La société civile doit entreprendre une action de sensibilisation, voire de dénonciation, favorisant une meilleure gouvernance. Elle doit développer sa capacité à amener les populations à s'approprier activement le plaidoyer contre la corruption. Dans ce domaine en particulier, l'engagement de la société civile est essentiel.

En effet, il lui revient d'exercer une fonction de veille et d'alerte pour provoquer le développement d'un réflexe contre la corruption chez les citoyens, corruption dont ils sont en définitive les principales victimes, plus particulièrement quand ces citoyens n'ont pas de travail. Ils peuvent ainsi devenir les meilleures sentinelles contre la prolifération de la corruption : moins il y aura de corruption, moins il y aura de chômeurs.

Djilali Hadjadj

NOUVEAU RAPPORT DE LA BANQUE MONDIALE ET L'UNODC

Des recettes pour récupérer les fonds détournés et placés à l'étranger par les dictateurs

La Banque mondiale et l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (UNODC) ont publié le 22 juin 2011 une étude sur les dispositifs à mettre en place par les pays pour récupérer les fonds détournés.

Pour ces deux institutions mondiales, les récents soulèvements populaires dans des pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord ont été une raison de plus pour soulever la question de la capacité des centres financiers à arrêter le flux des ressources financières générées par la corruption et le blanchiment d'argent. Intitulée «Les obstacles au recouvrement des avoirs», cette étude de plus de 200 pages conseille les décideurs politiques sur les réformes à engager pour permettre la récupération des biens détournés. Selon les chiffres de l'étude, les pays en développement perdent annuellement entre 20 et 40 milliards de dollars, soit entre 15 et 30% de l'aide publique au développement, à travers la corruption et les détournements de fonds. Au cours des 15 dernières années, seulement 5 milliards de dollars ont été récupérés. La BM et

l'UNODC préconisent plusieurs actions et autres recommandations pour les décideurs, les législateurs et les professionnels chargés de la lutte contre la délinquance financière.

Elles portent notamment sur la mise en œuvre de nouvelles politiques et procédures opérationnelles, l'introduction de réformes législatives visant à faciliter le gel et la confiscation des avoirs volés, et une meilleure mise en œuvre des mesures existantes de lutte contre le blanchiment d'argent. Soulignant qu'il s'agit d'un «processus complexe», l'étude soutient que le recouvrement des avoirs détournés dépend également de la célérité dans la coopération internationale et implique souvent «l'échange d'informations sensibles». Elle exige, également, des professionnels de la lutte contre ce fléau de se familiariser avec les outils juridiques et les procédures, aussi bien de leur propre pays que ceux des pays partenaires. Pour le spécialiste principal du secteur financier et auteur principal de cette étude à la Banque mondiale, M. Kevin Stephenson, «il y a de nombreux obstacles au recouvrement

des avoirs. Non seulement c'est un processus juridique spécifique plein de délais et d'incertitudes, mais il y a aussi les barrières linguistiques et un manque de confiance lorsque l'on travaille avec d'autres pays». «Dans les juridictions qui ne font pas de la lutte contre ces délits une priorité, les professionnels ne peuvent donc pas développer l'expertise nécessaire.»

Pour l'élaboration de cette étude, les auteurs ont consulté plus de 50 professionnels de lutte contre la corruption et le blanchiment d'argent à travers plusieurs pays, qui ont donné des informations basées sur leur expérience pratique. «Cette étude est un puissant outil pour aider les décideurs à concevoir une stratégie globale pour le recouvrement des avoirs volés et mettre en œuvre les réformes nécessaires», a déclaré Jean Pesme, directeur des finances de la Banque mondiale pour le programme d'intégrité du marché. Elle permet, également, d'aider les professionnels en s'initiant à «une utilisation plus efficace des outils existants de recouvrement des avoirs détournés», selon cet expert.

PROJET DE LOI SUR LA DÉPÉNALISATION DE L'ACTE DE GESTION

Le calendrier des députés

Le bureau de l'APN a examiné mercredi dernier les projets d'amendement du code pénal et de la loi relative à la prévention et à la lutte contre la corruption, projets portant essentiellement sur la dépénalisation de l'acte de gestion. 14 amendements concernent le projet de loi amendement la loi 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal et 2 amendements modifient et complètent la loi 06-01 du 20 février 2006 rela-

tive à la prévention et à la lutte contre la corruption. Ces amendements ont été soumis par la suite à la commission concernée pour examen. La date du 3 juillet prochain a été retenue pour le vote du projet de loi amendement la loi 66-156 du 8 juin 1966 portant code pénal et du projet de loi amendement et complétant la loi 06-01 du 20 février 2006 relative à la prévention et à la lutte contre la corruption.

87...

C'est, en milliards d'euros, la somme détournée par des responsables chinois corrompus en moins de vingt ans. Une étude de la Banque centrale de Chine révèle qu'entre 16 000 et 18 000 cadres gouvernementaux ou de sociétés étatiques ont disparu après avoir reçu des pots-de-vin. Toujours en Chine, excédé par les demandes constantes de bakchich, un consultant en relations publiques chinois s'est inspiré d'une idée venue d'Inde : créer un site Internet permettant aux individus de témoigner, anonymement, des demandes de pots-de-vin des fonctionnaires. Un succès important — mais de courte durée. Le gouvernement chinois vient d'interdire l'accès à ce site Internet de dénonciation des pots-de-vin.

... et 93

C'est le nombre de chefs d'accusation dont doit répondre l'ancien président Zine El Abidine Ben Ali. Parmi ces chefs d'accusation, 35 passent devant une juridiction militaire. Ben Ali est théoriquement passible de la peine de mort pour les chefs d'accusation d'homicides volontaires ainsi que de tortures. Pour les autres chefs d'inculpation, notamment les détournements de fonds publics estimés à plusieurs milliards d'euros, il est passible de cinq ans à vingt ans de prison.

DES MOTS POUR LE DIRE

«Il faut que ceux qui dénoncent la corruption soient protégés»

Reçu par la commission Bensalah, le professeur Belmihou, économiste, a notamment évoqué l'économie informelle et son corollaire la corruption. «À court terme, la recherche du profit justifie la corruption chez ceux qui la pratiquent. Sur le long terme, ce genre de pratique constitue un frein au développement. La corruption ampute la croissance du pays de 2 points, selon une récente étude du FMI à propos de corruption dans la région Mena (Maghreb-Moyen-Orient)».

Et d'ajouter : «Ne peut-on pas sortir avec une déclaration sur la corruption qui est une affaire nationale ? S'il y a des corrompus, c'est qu'il y a des corrupteurs. Il faut que ceux qui dénoncent la corruption soient protégés»

UN PARTENAIRE ITALIEN DE SONATRACH DANS LE COLLIMATEUR

Le groupe pétrolier ENI visé par une enquête pour corruption

Le géant pétrolier italien ENI — important partenaire de Sonatrach — est visé par une enquête pour «corruption internationale». La justice soupçonne en effet certains de ses hauts dirigeants d'avoir touché des pots-de-vin de la part d'entreprises italiennes d'ingénierie et de construction en échange de l'attribution de contrats de sous-traitance sur les gisements pétroliers de Zoubaïr en Irak ou de Jurassic au Koweït, indique une source judiciaire, confirmant des informations du quotidien italien *Corriere della Sera*. Le parquet de Milan soupçonne également des entreprises italiennes comme Bonatti, Ansaldo, Renco, Elettra Energia ou Elettra Progetti d'avoir versé ou promis ces pots-de-vin.

On retrouve la firme américaine Kellogg Brown & Root (KBR), ancienne associée de BRC Algérie

ENI est depuis 2009 à la tête du consortium exploitant le

gisement de Zoubaïr tandis que sa filiale Saipem a remporté, à la fin de l'année dernière, un contrat portant sur l'ingénierie et la construction des unités de traitement du pétrole et du gaz sur le gisement Jurassic.

Saipem et cinq de ses dirigeants sont déjà jugés, depuis le mois d'avril à Milan, pour avoir versé des pots-de-vin entre 1995 et 2004 afin d'obtenir des contrats au Nigeria, dans le cadre d'un consortium dont faisaient également partie la firme américaine Kellogg Brown & Root (KBR), le français Technip et le japonais JGC. Dans cette affaire, ENI et Snamprogetti, une filiale à qui les faits sont reprochés et qui est désormais intégrée au sein de Saipem, ont versé l'an dernier 365 millions de dollars d'amendes (253 millions d'euros) pour mettre fin aux poursuites aux Etats-Unis.

D. H.